

now to remain and assist me in this exigency. He did agree to remain and assist him, and the hon. member opposite would see that he (Sir John) had placed him in exactly the same position as that occupied by Mr. Brown in the Coalition Cabinet. When Mr. Blair retired, and the member for Colchester retired, there were two vacancies to fill, and they stood so by general consent until shortly before Mr. Howland became Governor. The question is, whether or not this change of basis, as it is called, this bringing of Mr. Morris into the Government, was made with or without the consent of the member for North Lanark. He (Sir John) had gone to Mr. Howland, and stated that it was necessary that there should be no misapprehension as to how the Government was to be formed, that the Government must have the support of the House. He (Mr. Howland) admitted the reasonableness of his statement, and said that it was necessary that the Government should have the same influence in the Cabinet as in the House. He was told that this would be made the subject of an attack by the Reform members, and Mr. Howland said he would endeavour to help to meet this attack by selecting from the Reform party one who would be most acceptable to me.

Mr. Mackenzie—When did this take place?

Hon. Sir John A. Macdonald—Shortly before he was appointed Lieutenant Governor. He (Sir John) had a conversation with him, and asked him to communicate with Mr. McDougall on the subject. He had not understood from the member for North Lanark until he read that letter from England, that a bargain had been made such as he represents. He always understood from him that it would be good policy to deal with the Cabinet in accordance with its relations to the House. That that was the case was proven he said by the following:

Extract from Mr. Howland's letter, dated 19th Nov., 1868.

In reply to that part of your letter which refers to the proposed arrangements for filling the vacancies in the Government consequent upon the death of Mr. Blair and my appointment to my present position, I had several conversations with yourself and Mr. McDougall before I left Ottawa upon the subject, and it was understood that you should fill the two vacancies as soon as satisfactory arrangements could be made for the purpose. After discussing the personnel and having given full consideration to the availability and claims of all parties, it was decided that it would be satisfactory if one of the

à M. Howland, lui soulignant la nécessité d'agir. Il le pria de rester et de l'aider à régler cette question. M. Howland avait accepté et l'honorable membre de l'Opposition se rendra compte qu'il (sir John) lui avait donné le même poste qu'occupait M. Brown dans le cabinet de coalition. Lorsque M. Blair et le député de Colchester se sont retirés, leurs postes sont devenus vacants, et le sont demeurés, d'un commun accord, jusqu'à ce que M. Howland devienne gouverneur. Il s'agit de déterminer si ce changement constitutionnel, c'est-à-dire l'admission de M. Morris au Gouvernement, a été effectué avec ou sans le consentement du député de Lanark-Nord. Il (sir John) s'était entretenu avec M. Howland et lui avait dit qu'il ne devrait pas y avoir de malentendus au sujet du remaniement ministériel et que le Gouvernement avait besoin de l'appui de la Chambre. Il (M. Howland) avait reconnu l'équité de ces propos et avait souligné que le Gouvernement devait avoir la même influence au Cabinet qu'à la Chambre. On lui avait dit que cette question ferait l'objet d'une attaque de la part des membres réformistes, et M. Howland lui avait déclaré qu'il essaierait de l'aider à faire face à cette attaque en choisissant parmi les réformistes, un membre qui me semblerait tout à fait convenable.

M. Mackenzie—A quel moment cela a-t-il eu lieu?

L'honorable sir John A. Macdonald—Peu de temps avant qu'il soit nommé lieutenant-gouverneur. Il (sir John) a eu un entretien avec lui et lui a demandé de communiquer avec M. McDougall à ce sujet. Il n'a pas eu de nouvelles du député de Lanark-Nord jusqu'au moment où il a reçu cette lettre d'Angleterre; ce dernier y décrivait le marché conclu. Il a toujours cru comprendre que, d'après M. Howland, il était préférable de composer le Cabinet en tenant compte de ses relations avec les Communes. Il dit que le texte suivant démontre qu'il en est bien ainsi:

Extrait de la lettre de M. Howland en date du 19 novembre 1868.

En réponse à la partie de votre lettre qui se rapporte aux arrangements proposés en vue de remplir les postes devenus vacants par suite de la mort de M. Blair et de ma nomination à mon présent poste, j'ai eu plusieurs entretiens avec vous et avec M. McDougall à ce sujet avant mon départ d'Ottawa, et il était entendu que vous nommeriez des remplaçants aussitôt qu'il serait possible d'en arriver à des arrangements satisfaisants à cet effet. Après avoir discuté du personnel et étudié en détail les choix possibles et les exigences de tous les partis, nous avons décidé qu'il serait approprié de nommer M.